

FAITS SAILLANTS

- La communauté humanitaire est vivement préoccupée par la résurgence des violences et attaques au Lac.
- Environ 73 000 retournés tchadiens vivant au sud du pays font face à un risque de détérioration de la situation humanitaire.
- Pour faire face à la période de soudure, les partenaires humanitaires envisagent de fournir une assistance alimentaire et prévenir la malnutrition chez les personnes vulnérables.

CHIFFRES CLÉS

Population	14,2M
Taux d'alphabétisation	37,3%
Espérance de vie	51,9 ans
Taux de mortalité des <5 ans	133/1 000
Taux de maternité maternelle	860/100 000
Personnes affectées	8,1M
Personnes dans le besoin	4,7 M
Accès à l'eau potable	54%
PDI (dont enregistrés au 31/01/2017)	103 670 (90 911)
Réfugiés	402 619
Retournés	86 901
Ressortissants de pays tiers	324

FINANCEMENTS

589 millions
fonds requis (en US\$)

24,1%
financés



Au sommaire

De nouvelles attaques au Lac P.1

Une mission conjointe au sud P.2

En bref P.4

Résurgence des attaques dans la région du Lac

La protection des civils à risque

Ces derniers mois, la région du Lac a enregistré une recrudescence des cas de violence et d'attaques touchant les civils. La zone frontalière de Kaiga Kindjiria à Ngouboua, où vivent plus de 15 000 personnes déplacées et 30 000 personnes dans la population locale, est régulièrement touchée par les attaques. Le 5 mai, lors d'une attaque de Kaiga Kindjiria attribuée aux éléments de groupes armés, au moins cinq civils ont été tués et 50 maisons brûlées, et 700 personnes auraient dû fuir. Le 30 mai, une femme a été enlevée par des présumés membres d'un groupe armé à quelque 4 km de Kaiga Kindjiria. Plus récemment, les 26 et 27 mai, plusieurs attaques ont été signalées dans la zone de Tchoukoutalia, dans les villages de Konguia, Wangui et Kagrerom. Des attaques semblables ont été signalées régulièrement au cours des dernières semaines et incluent le meurtre et l'enlèvement de civils, la destruction de maisons et le pillage de bétail. Des attaques sont aussi signalées dans d'autres zones, par exemple à Bodou-Doloum dans le canton Nguéléa 1, sous-préfecture de Baga-Sola (trois morts et trois enlèvements).

Ces violences s'inscrivent dans le contexte des opérations militaires en cours dans la région du bassin nord-ouest du Lac Tchad et ont un impact sur l'accès humanitaire. De plus, les redéploiements des forces armées vers les zones opérationnelles ont créé des vides sécuritaires dans les zones insulaires du bassin sud (zone de Koulfoua et Blarigui) où les forces de sécurité et de défense avaient été redéployées. Ce sont les zones insulaires le long des frontières du Niger et du Nigéria qui ont connu le plus grand nombre d'attaques et d'incursions d'éléments armés, entraînant une série d'incidents de protection. Ainsi, une aggravation du nombre de cas de violences basées sur le genre a été observée entre le mois de mars (67 cas rapportés) et mai (134 cas rapportés dont 91% sur des personnes déplacées). Il convient de noter que 36% des

Protection

La protection est un concept qui englobe toutes les activités visant à respecter pleinement les droits de l'individu conformément à la lettre et à l'esprit des droits de l'homme, des réfugiés et du droit international humanitaire.

Protection des civils

La protection des civils en situation de conflits armés : il s'agit d'un ensemble de cadres élaborés par les Nations Unies, les États et les autres acteurs humanitaires, pour protéger les populations vulnérables contre les effets des conflits armés. Ces différents éléments sont fondés sur le droit international humanitaire, les droits de l'homme et le droit des réfugiés.

incidents de protection sont attribués aux hommes en uniformes.

La communauté humanitaire au Tchad est vivement préoccupée par cette résurgence de violences et en appelle au respect des droits de l'homme et du droit international

humanitaire par toutes les parties au conflit. La communauté humanitaire appelle également le Gouvernement du Tchad et la Force Multinationale Mixte à prendre les mesures appropriées pour assurer la protection des civils, notamment via le renforcement de la présence des forces de défense et de sécurité dans toute la région du Lac et le rétablissement de l'autorité de l'Etat dans toutes les zones.

La sécurité et la sûreté constituent une condition préalable cruciale pour le succès de solutions durables.



Crédit : OCHA/N. Frérotte. Les femmes et les enfants sont également victimes d'attaques.

Pour des raisons sécuritaires, plusieurs acteurs humanitaires ont suspendu ou réduit leurs interventions dans les îles autour de Kaïga Kindjiria, par exemple, les villages Kaïga Kindjiria, Nguena, Tchoukou Kangou, et Boma, et autour de Tchoukoutalia (villages Tchoukoutalia, Kiri Kara, Konguïa, Wangui, Kagrerom et Malia).

Garantir l'accès humanitaire

L'accès humanitaire est indispensable pour apporter une réponse aux besoins humanitaires des populations vulnérables mais également pour la mise en œuvre des solutions durables pour les personnes déplacées dans les zones de retour ou de déplacement. Dans ce cadre, la sécurité constitue une condition préalable cruciale pour la mise en œuvre des solutions durables dans les zones d'origine comme dans les zones de déplacement.

Les forces de défense et de sécurité ont un rôle important à jouer dans l'amélioration de l'accès humanitaire dans la région du Lac ; non pas à travers la fourniture d'escortes armées, qui doit rester le choix de chaque acteur humanitaire, mais à travers la sécurisation effective de la région et la restauration de l'autorité de l'Etat. Le droit international leur fait obligation de veiller à ce que, lors des actions militaires, les civils soient épargnés des attaques et autres violations. Les forums de coordination civilo-militaires à N'Djamena et à Baga Sola renforcent la bonne collaboration entre acteurs humanitaires et forces armées, dans le but de faciliter l'aide humanitaire et assurer la protection des civils. La participation active des forces armées dans ces forums est indispensable.

Situation difficile pour les retournés tchadiens de la RCA

Plus de trois ans après leur arrivée de la République Centrafricaine (RCA) où ils avaient fui les violences entre les groupes Seleka et Anti-Balaka, les 73 000 retournés tchadiens vivant au sud du pays et à N'Djamena font face à un risque de détérioration de leurs conditions de vie. Des besoins importants persistent dans tous les secteurs et ont été révélés par les résultats d'une évaluation conjointe multisectorielle conduite par les acteurs humanitaires, sous la direction du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) dans le département de la Grande Sido du 8 au 11 mai 2017.

Le retrait progressif, faute de financements, de plusieurs acteurs humanitaires des sites de retournés du sud depuis 2015, couplé à l'absence de programmes de développement

et de solutions durables, a entraîné la réduction des standards humanitaires minimums dans tous les secteurs, particulièrement dans les sites de retournés. De 57 organisations humanitaires présentes au sud en 2015, seuls 24 acteurs y travaillent encore. De plus, la durée de mise en œuvre des projets en cours ne dépasse pas les six prochains mois. De nombreux projets se terminent en juin 2017, notamment ceux de [l'allocation du Fonds central de réponse d'urgence sous le chapitre des urgences sous-financées](#) (CERF-UFE).

Tous les secteurs sont concernés

Alors que la saison des pluies a déjà commencé au sud, les **abris d'urgence** construits en 2014 pour une durée de six mois sont aujourd'hui délabrés, après environ trois ans. Les retournés n'ont pas accès aux matériaux de construction et la dégradation des abris les exposent aux intempéries et maladies.

En termes de **sécurité alimentaire**, le niveau de vulnérabilité des retournés est très élevé. Plus de 166 000 personnes sont en insécurité alimentaire dont plus de 6 000 dans la phase sévère dans la région du Moyen Chari, selon les données du Cadre Harmonisé de mars 2017. A ces personnes s'ajoutent plus de 34 000 retournés, selon les données du cluster Coordination et Gestion des Sites/Abris. En 2016, les distributions de coupons alimentaires avaient seulement couvert six mois de l'année et, de janvier à fin mai 2017, les retournés ont bénéficié de seulement deux distributions de coupons. L'accès à la terre pourrait permettre aux retournés de pratiquer l'agriculture et renforcer ainsi leur sécurité alimentaire d'autant que le département de la Grande Sido est l'une des zones agropastorales du Tchad par excellence. L'augmentation de la population due à l'arrivée des réfugiés centrafricains et des retournés tchadiens dans la zone a ainsi accru la pression sur les ressources naturelles qui sont insuffisantes.

L'**éducation** souffre également, de façon indirecte, des conséquences de la réduction de l'assistance alimentaire. Sans nourriture, il est difficile pour les parents de maintenir leurs enfants à l'école. De plus, le manque d'enseignants qualifiés, de matériels didactiques et d'infrastructures scolaires ainsi que la grève des enseignants depuis le début de l'année scolaire ont des conséquences néfastes sur l'éducation des enfants. En guise d'exemple, l'école primaire de Maïngama compte près de 2 000 élèves (dont 773 filles) avec seulement quatre enseignants formés et huit maîtres communautaires.

Des cas de **protection** sont rapportés dans les zones d'accueil des retournés. Des stratégies néfastes d'adaptation sont régulièrement rapportées telles que la prostitution, le mariage précoce et le travail des enfants. A ces cas de protection s'ajoutent l'absence de documents d'état-civil ou d'identité et les abus y relatifs. Néanmoins des progrès ont été réalisés : sur les 73 000 retournés tchadiens vivant au sud du pays, environ 6 300 ont été enregistrés par le HCR afin d'obtenir des papiers officiels d'identité et 17 195 extraits de naissance ont été délivrés aux retournés et communautés hôtes. Le Gouvernement s'est saisi de cette problématique d'obtention de documents d'identité via la constitution d'un Comité interministériel.

Pour ce qui est de la **nutrition et de la santé**, l'on note une faible prise en charge des patients due à la rupture des médicaments et intrants et à l'absence de structures et ressources humaines et matérielles nécessaires. Au village d'accueil de Sido où il y a deux centres de santé, des guérisseurs et accoucheuses traditionnels essaient de répondre aux besoins sanitaires de plus de 17 000 personnes. Les ruptures fréquentes

Des 73 000 retournés tchadiens vivant au sud, 6 300 ont été enregistrés par le HCR afin d'obtenir des papiers officiels d'identité et 17 195 extraits de naissance ont été délivrés aux retournés et communautés hôtes.



Crédit : OCHA/N. Frérotte. Les besoins de base des retournés, tel que les abris, sont parmi les plus urgents avant la mise en place de solutions durables.

de médicaments, l'absence de chaîne de froid et de système de référencement ont amoindri les capacités des services de santé. Certains centres de santé, tel que celui de Maïngama, construit en bâche durant la phase d'urgence, nécessitent des réhabilitations, en plus du manque de personnel qualifié. Plus de 60 cas de malnutrition aiguë sévère ont été enregistrés entre janvier et février dans ce centre de santé.

La mise en place rapide de solutions durables en faveur des retournés s'impose

Sans donner aux retournés la capacité de répondre par eux-mêmes à leurs besoins prioritaires, les conditions de vie de ces personnes continueront à se détériorer. Le Gouvernement avait initié, en collaboration avec les acteurs humanitaires, un Plan de réponse global en faveur des retournés tchadiens de la RCA (2015-2019) dont l'objectif était de « passer de l'assistance humanitaire à une autonomisation durable ».



Crédit : OCHA/N. Frérotte. Les retournés ont besoin des solutions durables pour sortir de l'assistance humanitaire.

Mais la mise en œuvre de ce plan n'a pas été effective, faute de lancement officiel et donc de financement, alors qu'il constitue un document clé pour entamer les solutions durables. La mise en place de ces solutions durables, dont la création et le renforcement des moyens d'existence, est capitale pour sortir les retournés de la dépendance actuelle à l'assistance humanitaire. Dans ce cadre, l'accès à la terre est essentiel afin de garantir l'autosuffisance et

les opportunités économiques pour ces populations ayant perdu leurs moyens d'existence. L'accès aux services essentiels (eau potable, éducation et santé) est également une priorité pour les populations du Sud.

De plus, la fermeture de la frontière affecte sérieusement toutes les régions frontalières avec la RCA. En guise d'exemple, plus de 660 opérateurs économiques étaient recensés à Sido et généraient environ 100 millions FCFA par semaine dans les caisses de l'Etat avant la crise. Aujourd'hui, seulement une cinquantaine d'opérateurs économiques sont présents dans la localité. La réouverture de la frontière pourra bénéficier non seulement aux retournés et réfugiés désirant retourner en RCA mais permettra également de revitaliser les circuits économiques entre les deux pays.

Si une assistance humanitaire est nécessaire pour apporter de l'aide vitale, une programmation intégrée entre acteurs humanitaires et acteurs de développement, en partenariat avec le Gouvernement, est nécessaire. Les bailleurs de fonds sont encouragés à accompagner cette dynamique qui permettra à la fois de répondre aux besoins urgents et de lancer des activités de résilience en renforçant le développement local. Cela bénéficiera aux réfugiés, aux retournés et aux populations locales.

En bref

Se préparer pour juguler la soudure

La période de soudure qui intervient entre juin et septembre est une saison pendant laquelle beaucoup de ménages au Tchad n'arrivent plus à s'alimenter correctement en quantité ou qualité. En cette période, les nouveaux produits agricoles ne sont pas encore disponibles pendant que les stocks alimentaires issus de la saison précédente sont déjà épuisés. Cette situation entraîne les ménages concernés dans l'insécurité alimentaire et

Plus de 685 000 personnes en insécurité alimentaire sévère sont ciblées dans les régions du Batha, Barh-el-Gazal, Kanem, Guéra, Ouaddaï, Wadi-Fira et Lac pour recevoir de l'assistance.

augmente les risques de malnutrition sévère avec des complications si rien n'est fait pour assister ces personnes.

Périodes clés de la soudure agropastorale au Tchad



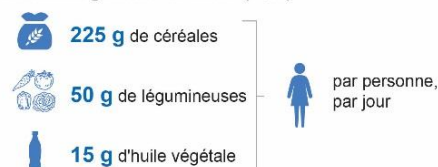
Afin d'atténuer les effets de cette période sur la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des ménages les plus vulnérables dans la bande sahélienne du Tchad, les partenaires humanitaires envisagent de fournir une assistance alimentaire et de prévenir la malnutrition chez les personnes vulnérables, surtout les femmes et enfants de moins de cinq ans. Le Programme alimentaire mondial (PAM), avec l'appui financier d'ECHO, est le principal acteur dans cette réponse. L'organisation intervient à travers la distribution générale de vivres (DGV) ou les transferts monétaires aux ménages les plus vulnérables en insécurité alimentaire sévère. Plus de 685 000 personnes sont concernées dans les régions du Batha, Barh-el-Gazal, Kanem, Guéra, Ouaddaï, Wadi-Fira et Lac. Chaque ménage bénéficiera de

l'équivalent d'une demi-ration journalière recommandée ; pour les DGV, cela correspond à 225 g de céréales, 50 g de légumineuses et 15 g d'huile végétale. Pour les transferts monétaires, les personnes ciblées recevront chacune une somme de 3 000 FCFA par mois, soit 18 000 FCFA par ménage et par mois.

La prévention de la malnutrition aigüe concerne les enfants âgés de 6 à 23 mois ainsi que les femmes enceintes ou allaitantes. Cette stratégie vise à atteindre plus de 97 000 personnes dans les régions suscitées.

Par ailleurs, la situation des éleveurs transhumants et des agropasteurs est également préoccupante. Selon le Président du Comité Directeur du Comité d'Action pour la Sécurité Alimentaire et la Gestion de Crises (CASAGC), une carence aigüe de ressources fourragères et des points d'eau pour alimenter le bétail a été enregistrée dans les régions du Barh-el-Gazal, Batha, Borkou, Ennedi Est, Ennedi Ouest, Kanem, Ouaddaï et Wadi-Fira. Il a appelé, le 13 juin lors d'une déclaration de crise, à une intervention d'urgence pour préserver les moyens d'existence des éleveurs de ces régions.

Distribution générale de vivres (DGV)



Transferts monétaires



Pour plus d'informations, veuillez contacter :
Florent Méhaule, Chef de Bureau, mehaule@un.org, Tel. (+235) 68 85 10 04
Naomi Frérotte, Chargée de l'Information Publique, ferotte@un.org, Tel. (+235) 66 90 16 33
Augustin Zusanné, Assistant Chargé d'Information Publique, zusanne@un.org, Tel. (+235) 63 90 09 13

www.unocha.org/tchad | www.reliefweb.int/country/tcd